

■ GONESSE

Les anti-EuropaCity sur le chemin de la Justice

Le Collectif pour le Triangle de Gonesse, qui s'oppose à l'urbanisation du site qui doit accueillir un mégacentre commercial et de loisirs, organise un grand rassemblement.

Ce sera sans doute leur dernier rendez-vous donné Chemin de la Justice, alors que le tribunal de Pontoise a donné jusqu'au 30 juin au collectif pour libérer l'espace qu'il occupe depuis mai 2017. L'affaire du Potager de Gonesse a été jugée le 23 janvier au tribunal de Pontoise.

Une parcelle de 1 200 m², délaissée depuis de nombreuses années, est occupée par Collectif pour le Triangle de Gonesse (Cptg) qui y a organisé la première Fête des Terres de Gonesse, le 21 mai 2017. Plusieurs bandes de légumes avaient été mises en culture.

Le 9 mars 2018, l'Établissement foncier d'Ile-de-France avait lancé une procédure contre le Cptg, alors que le tribunal administratif de Cergy-Pontoise venait d'ordonner l'annulation de la Zac (Zone d'aménagement concerté) du Triangle de Gonesse (le 4 mai 2018, l'État a fait appel de cette décision).

Un an après, le 12 mars 2019, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise prononçait l'annulation de la délibération du conseil municipal de Gonesse, du 25 septembre 2017, qui avait approuvé la révision du Plan local



Les 24 Heures du Triangle se tiennent sur le futur espace agricole menacé.

d'urbanisme (Plu). Une nouvelle décision qui portait un nouveau coup du au projet d'aménagement du Triangle de Gonesse.

Le Cptg s'oppose au Plu et à l'aménagement de la Zac destinée à la création d'EuropaCity, le mégacentre commercial, qui doit sortir de terre en 2024.

Porté par le groupe Auchan et le groupe chinois Wanda, EuropaCity prévoit de bétonner de 80 ha de terres agricoles et 299 ha en intégrant le centre d'affaires et la gare.

Mobilisation

Après ses succès devant la justice, le collectif n'en a pas

pour autant terminé avec ses combats. Il reste mobilisé et poursuit ses recours en justice, notamment, contre la délivrance du permis de construire d'une gare de la future Ligne 17 de métro. « Une halte au beau milieu des champs, à 1,7 kilomètre des premières habitations, et qui ne desservirait que ce méga-complexe d'initiative privée », déplore l'association. « Coût estimé de la gare : 300 millions d'euros, pour un démarrage de chantier annoncé dès le mois de novembre 2019 », relève-t-elle aussi.

Pour contrer le projet Euro-

paCity, le Cptg vante l'idée du Carma (Coopération pour une ambition rurale et métropolitaine agricole), programme de transition écologique qui permettrait de créer de nombreux emplois dans des filières d'avenir comme l'agriculture, l'éco-construction, la rénovation thermique et la mobilité durable.

Fabrice CAHEN

■ « Les 24 Heures du Triangle », samedi 18 et dimanche 19 mai, avec concerts, débats, pique-nique familial, ateliers agricoles... Chemin de la Justice.